
LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT ET LES LUTTES DES TRAVAILLEURS

paul boccara

Devant la tendance générale à la montée du mécontentement dans toutes les couches de la population laborieuse et au caractère plus offensif des luttes économiques, idéologiques et politiques des travailleurs de notre pays pour la défense et l'amélioration de leur sort, le pouvoir du grand capital s'efforce de stopper le mouvement. Il se lance, à la fois, dans des efforts véhéments de démagogie ou d'« intégration » sociales et dans des tentatives d'intimidation et de division des forces populaires.

Cependant, au-delà des adaptations et de la présentation sous un jour flatteur et optimiste de ce qui se révèle comme une politique de classe aggravée, incapable de répondre aux exigences nationales et internationales nouvelles, néfaste aux intérêts de la grande majorité de la population, au-delà des menaces et de la calomnie de ceux qui sont au premier rang des luttes populaires contre cette politique, il y a la réalité de la crise de structure que commence à connaître le capitalisme contemporain à l'échelle mondiale. Il ne s'agit ni d'une péripétie passagère, ni d'une aggravation continue, mécanique, des difficultés économiques et sociales. La nouvelle forme prise depuis des dizaines d'années par le système d'exploitation capitaliste en vue de se maintenir — ce que nous appelons le capitalisme monopoliste d'Etat — ne tourne plus comme dans les années 1945-1967. Le capitalisme monopoliste d'Etat est ébranlé par l'aggravation de ses antagonismes internes. Les mécanismes économiques actuels se révèlent incapables de répondre vraiment aux besoins sociaux nouveaux, même du point de vue des capitalistes. Aucun fard, ni rose ni noir, ne peut empêcher l'existence de ces difficultés économiques profondes qui, au-delà des fluctuations de la conjoncture de telles ou telles années, tendent à s'approfondir de façon durable en mettant en cause

la structure sociale actuelle elle-même. Il s'agit d'un processus long, correspondant par hypothèse à des nouvelles conditions de l'évolution économique capitaliste. Il est marqué par les efforts d'adaptation des classes dirigeantes à l'échelle nationale et mondiale, par l'aggravation des antagonismes objectifs résultant de ces efforts mêmes et par les luttes nouvelles, multiformes, de la classe ouvrière, de tous les travailleurs.

Une meilleure connaissance des fondements de cette crise de structure du capitalisme monopoliste d'Etat peut être utile pour mieux riposter aux tentatives de l'oligarchie financière et de son Pouvoir et pour mieux éclairer les luttes. Il ne faut pas oublier, néanmoins, que cette connaissance est elle-même un processus en cours, s'appuyant sur l'expérience passée et à venir des masses et de leurs organisations. C'est pourquoi, afin de présenter une première explication de cette crise, il convient de revenir sur les caractères principaux du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même.

Aussi, je traiterai à grands traits, dans deux articles successifs, les deux questions suivantes.

— Le capitalisme monopoliste d'Etat et les fondements généraux de la bataille contre le capitalisme contemporain.

— La crise du capitalisme monopoliste d'Etat et les luttes pour la démocratie et pour le socialisme (1).

I.

LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT ET LES FONDEMENTS GENERAUX DE LA BATAILLE CONTRE LE CAPITALISME CONTEMPORAIN

Les stades du capitalisme et le capitalisme monopoliste d'Etat

Le capitalisme se caractérise par le rapport entre propriétaires capitalistes et ouvriers salariés (prolétaires). Tandis que ce rapport d'exploitation fondamental ne change pas dans son essence, la structure économique capitaliste (les rapports entre hommes en vue de la production, de la circulation, de la répartition et de la consommation des produits matériels) se modifie au cours du développement historique. Cette modification, résultant du progrès des forces productives et des luttes socia-

1. Nous publierons cette partie dans notre numéro de janvier.

les, permet, d'abord, au capitalisme de triompher des modes de production antérieurs. Mais elle révèle, ensuite, l'aggravation des antagonismes capitalistes et la nécessité du passage à un mode de production supérieur, en mettant en cause, de plus en plus gravement, le rapport capitaliste fondamental.

C'est ainsi que le capitalisme connaît trois stades principaux successifs.

— Un stade primitif ou de jeunesse, encore marqué par les survivances du mode de production féodal, restreignant la concurrence marchande, caractérisé sur le plan des forces productives par le développement de la manufacture. Il s'étend en France du milieu du XVI^e siècle environ à la fin du XVIII^e siècle.

— Un stade classique, où s'épanouit pleinement la concurrence capitaliste. Il est caractérisé par les forces productives issues de la révolution industrielle du XVIII^e siècle, qui donne naissance à la fabrique. Il dure en France de la fin du XVIII^e à la fin du XIX^e siècle.

— Un stade suprême ou de vieillesse, marqué par l'emprise croissante du monopolisme sur le marché et, sur le plan des forces productives, par l'achèvement de la révolution industrielle conduisant graduellement à une nouvelle révolution technologique, avec le développement de l'usine (1). Il apparaît en France à la fin du XIX^e siècle.

L'évolution ne cesse pas au cours de ces divers stades. C'est pourquoi on a pu distinguer à l'intérieur du stade monopoliste ou impérialiste du capitalisme, dans lequel nous vivons, deux degrés successifs ou deux phases structurelles : celle du monopolisme simple et celle du monopolisme d'Etat. Cette dernière phase caractérise actuellement le capitalisme mondial dans son ensemble.

Le capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.) annoncé par des transformations significatives dès le tout début du stade impérialiste, surgit pendant la guerre de 1914-1918, sous la pression de la lutte à mort entre les Etats capitalistes, expression du développement des antagonismes impérialistes. Il est nécessaire de pousser au maximum la production et pour cela de commencer à dépasser les limites des rapports du capitalisme monopoliste simple, en mettant systématiquement la puissance de l'Etat, le pouvoir concentré de la société qu'elle représente, au service de l'accumulation capitaliste par les commandes, le financement et la programmation publiques (2).

1. Voir sur la différence entre l'usine et la fabrique, notre troisième article de l'ensemble « Quelques hypothèses sur le développement du Capital, de Marx », *Economie et Politique*, avril 1961.

2. C'est à ce moment que Lénine lance l'expression nouvelle, montrant comment la révolution soviétique commençante peut s'appuyer sur ces transformations objectives : « La dialectique de l'histoire veut précisément que la guerre qui a extraordinairement accéléré la transformation du capitalisme monopoleur en capitalisme monopoliste d'Etat, ait par là même considérablement rapproché l'humanité du socialisme (...). Non pas seulement parce que ces horreurs (de la guerre) engendrent l'insurrection prolétarienne, aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est mûr économiquement, mais encore parce que le capitalisme monopoleur d'Etat et la préparation matérielle la plus complète au socialisme, l'antichambre du socialisme ». (La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, octobre 1917).

Après une période de tassement, au lendemain de la guerre, le capitalisme monopoliste d'Etat connaît une progression considérable pendant la « grande dépression » des années 1930, ces années de surproduction et de chômage massifs dans tout le monde capitaliste. Les luttes des masses populaires contre la détérioration de leurs conditions de vie et contre le chômage secouent profondément les pays capitalistes et les obligent à trouver sous peine de suppression du système, une solution à la stagnation de la production et de l'emploi, tandis que la planification socialiste remporte ses premiers succès en Union Soviétique (1). Mais la solution nazie des commandes d'armements débouche sur la seconde guerre mondiale. Au lendemain de la défaite du fascisme, les forces démocratiques et ouvrières imposent, dans notre pays comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale, des transformations démocratiques dans le cadre du capitalisme (Sécurité sociale, nationalisation de certaines banques et industries de base, etc...) pour lutter contre le malthusianisme des trusts et développer la production dans des conditions pacifiques. Cependant, les monopoles reprennent l'offensive, avec l'« aide » de l'impérialisme américain, profitant de la division des forces ouvrières et démocratiques. Ils visent non seulement à empêcher le développement des transformations démocratiques, mais à mettre de plus en plus directement sous leur coupe les transformations déjà réalisées. Néanmoins, ils sont obligés de s'installer définitivement dans la phase du capitalisme monopoliste d'Etat pour maintenir et accroître leurs profits et leur pouvoir, malgré le défi mortel lancé au capitalisme par les exigences des forces productives modernes, par les luttes ouvrières démocratiques et de libération nationale, et par les progrès économiques et sociaux des pays qui ont formé le système socialiste mondial.

Le capitalisme monopoliste d'Etat caractérise l'impérialisme dans sa phase actuelle. Il développe de façon antagonique les formes **du capitalisme monopoliste simple**. Le système de domination capitaliste des monopoles privés, du capital financier, de l'exportation des capitaux se complète par l'utilisation dans l'intérêt général des groupes capitalistes dominants des monopoles de type public, du financement de type public, de l'exportation de capitaux publics (« aides »), etc..

La lutte idéologique à propos du capitalisme monopoliste d'Etat et de son explication théorique

Les nouvelles formes du capitalisme expriment le développement de ses contradictions essentielles. Elles permettent un

1. AINSI, le succès de l'Allemagne hitlérienne ou l'économie des Etats-Unis inaugurée par le **New-Deal** de Roosevelt, constituent deux exemples éloquentes du développement du capitalisme monopoliste d'Etat à la suite de deux tentatives, l'une de droite et l'autre de « gauche », pour sauver le système d'exploitation capitaliste en crise.

nouvel approfondissement de ces contradictions antagoniques qu'elles poussent vers leur limite. Cependant, la nouveauté relative des formes du capitalisme contemporain constitue la base d'une lutte idéologique d'une grande portée, tout en exigeant de développer la théorie marxiste elle-même.

L'idéologie bourgeoise s'efforce d'utiliser le rôle nouveau de l'Etat, l'intervention systématique du secteur public, ainsi que la nouvelle longue phase conjoncturelle de tendance à l'essor de la production, pour faire croire à une mutation fondamentale des rapports économiques. Elle vise à faire admettre que l'intervention publique nouvelle se fait au nom de « l'intérêt général » et non de l'intérêt général des monopoles capitalistes. Elle entend intégrer les travailleurs au système en présentant les acquisitions des luttes des travailleurs, plus ou moins précaires ou dénaturées en raison des pressions monopolistes, comme le résultat du « progrès » et en présentant les grands monopoles et l'Etat bourgeois qui les soutient comme les animateurs des transformations « modernes ».

Au contraire, les luttes revendicatives et politiques des travailleurs qui arrachent de haute lutte toutes les acquisitions récentes sans cesse contestées ou perverties par les capitalistes, y compris les acquisitions du progrès technique, sont présentées comme le résultat de la négation des améliorations évidentes et comme la survivance de réactions dépassées du point de vue du progrès moderne et de ses prétendues conditions d'équilibre.

Sur le plan de la théorie économique, les théories de la *croissance* « équilibrée » puis « optimale » supplantent progressivement les inquiétudes nées de la grande dépression des années 1930. Les illusions aussi vieilles que le capitalisme lui-même sur la possibilité de son développement harmonieux, remontant directement aux apologues du début du XIX^e siècle de J.-B. Say, Mac Culloch et autres, passent pour le dernier cri de la science. Les acquisitions essentielles de la théorie marxiste, et la conscience scientifique de la lutte des classes qui en résulte, sont rejetées au nom des soi-disant dépassements académiques nouveaux et des conditions du XX^e siècle.

L'idéologie bourgeoise agit aussi, et de plus en plus dans le cadre de la crise de structures actuelles, par ses reflets dans les milieux qui se réclament du socialisme, ou même du marxisme.

La notion de capitalisme monopoliste d'Etat elle-même a pu être contestée dans ces milieux.

D'un point de vue droitier, on peut surestimer la portée de

l'intervention de l'Etat par rapport aux contradictions du capitalisme. On peut aussi ne pas voir le rôle caractéristique de l'Etat en en faisant non l'expression du développement des antagonismes capitalistes, mais une des manifestations d'une prétendue modification fondamentale de ces contradictions, due au progrès technique et aux conditions « modernes » de la croissance économique. D'un point de vue gauchiste, on peut, de même, ne pas voir le rôle caractéristique de l'intervention publique. Soit, de façon tout aussi éclectique, en mettant en avant d'autres transformations apparentes du capitalisme contemporain, qui seraient fondamentales (rôle de la « consommation », etc.), soit de manière dogmatique en désarmant le mouvement révolutionnaire devant l'idéologie bourgeoise, en se bornant à répéter de façon simpliste les théories de l'impérialisme et du monopolisme simples. On ampute alors la pensée léniniste de ce qui concerne le capitalisme monopoliste d'Etat ainsi que de ses liens avec la théorie du « Capital » de Marx. Ces différentes déformations ne s'excluent pas d'ailleurs.

Droitiers et gauchistes tendent à céder aux soi-disant « acquisitions » scientifiques des théories bourgeoises de la croissance. Les prétendues atténuation ou disparition des antagonismes économiques majeurs justifient alors une attitude de capitulation réformiste et, avec les manifestations récentes des difficultés évidentes, la recherche de « contradictions » nouvelles, marginales ou superficielles, coupées des rapports antagoniques entre travail et capital qui sont au cœur du mode de production capitaliste lui-même.

L'explication théorique du capitalisme monopoliste d'Etat, de son apparition et de son développement, comme de sa crise qui a commencé, ne peut au contraire se fonder que sur la théorie du fonctionnement et de l'évolution du capitalisme en général exposée dans le « Capital ». Elle sollicite, d'ailleurs, la précision et le développement de cette théorie, dans le sens de la recherche interrompue de Marx sur les diverses formes des contradictions antagoniques inéluctables entre travail et capital, sur leurs liaisons dans le processus économique total et sur leur approfondissement sous l'effet du progrès des forces productives matérielles.

APERÇU DE L'EXPLICATION THEORIQUE DU C.M.E.

L'expérience de l'économie capitaliste révèle qu'à certains moments, les antagonismes de classe sur lesquels elle repose tendent à éclater au grand jour. On assiste ainsi à la baisse du pouvoir d'achat populaire, à la surproduction (mévente) et au chômage. C'est alors que, des méfaits quotidiens du capitalisme et de la guerre d'usure contre les travailleurs, on passe à ces phénomènes absurdes, où les difficultés accrues des masses populaires résultent du progrès même de la production et des techniques. Ces phénomènes s'expliquent si l'on considère que la production capitaliste n'a pas pour but la satisfaction des besoins des producteurs, mais l'accumulation du capital et le profit en vue d'une accumulation supérieure. Périodiquement, il y a excès d'accumulation de capital, excès des exigences de profit que ce capital réclame par rapport au profit possible. Il ne s'agit pas d'un excès de moyens de production par rapport aux possibilités de production et aux besoins de produits des masses travailleuses. Il s'agit d'une trop grande quantité de moyens de production et d'échange, accumulés sous forme de capitaux réclamant sur le marché un profit adéquat, par rapport aux limites de la plus-value que l'on peut tirer de l'exploitation de la force de travail, avec l'élévation de la productivité, et par rapport aux limites du pouvoir d'achat des travailleurs en face de l'accroissement du produit en prix (1).

C'est ce que Marx appelle la suraccumulation de capital.

La surproduction capitaliste révèle la tendance à la baisse du taux de profit des capitaux et l'excès d'accumulation. La solution des difficultés des capitalistes à accroître leurs capitaux va être recherchée en faisant retomber le poids des difficultés sur d'autres. Le chômage des travailleurs vise à les obliger à réduire encore leur niveau de vie, malgré le progrès de la productivité, pour augmenter le taux de plus-value permettant de produire plus de profit pour rémunérer des capitaux toujours plus gros. Les pertes et les ruines d'entreprises, surtout petites et moyennes, permettent d'accroître les débouchés des autres entreprises capitalistes et de diminuer le capital réclamant un profit. Une pression s'exerce, aussi, sur les prix des moyens de production. Les difficultés des entreprises produisant pour la consommation personnelle peuvent d'ailleurs entraîner un transfert de moyens de production et de travailleurs dans le secteur des moyens de production. Toutes ces solutions, plus ou moins anarchiques, de la suraccumulation, se ramènent à une certaine réduction temporaire de la mise en valeur des capitaux, quand des entreprises sont ruinées, fermées ou marchent à un rythme

L'inflation des prix tend à augmenter les prix de façon nominale, en déplaçant la demande globale par le crédit et les facilités monétaires que les capitalistes s'accrochent entre eux pour accroître l'accumulation des moyens de production. Mais elle ne fait que relever et aggraver considérablement l'échéance de la surproduction en augmentant le divorce entre la production en prix et le pouvoir d'achat des masses populaires.

réduit par exemple. Cette « dévalorisation » de capital, comme nous avons proposé de l'appeler, permet le relèvement du taux de profit et la reprise de la marche en avant de l'accumulation. Cependant, dans la mesure où la masse du capital accumulé continue à s'accroître de même que la disproportion entre les moyens de production accumulés en capitaux et les possibilités de production et de réalisation de la plus-value, on arrive à un moment où la tendance à la surproduction et à la baisse du taux de profit ne peut plus disparaître rapidement à la suite d'une crise limitée ou d'une récession. Elle peut durer, entrecoupée seulement de répit plus ou moins précaires, pendant des dizaines d'années. Alors tend à se développer un chômage relativement durable et massif, tandis que s'accroît la contradiction entre les besoins sociaux des travailleurs et leur satisfaction. C'est dans ces conditions que les luttes sociales imposent des transformations structurelles profondes, des solutions plus hardies qui tendent à mettre en cause le système. Il peut se produire, pour répondre à la tendance à la suraccumulation chronique, une dévalorisation de capital de nature permanente, liée à une certaine modification des rapports économiques capitalistes.

Ainsi le capitalisme a connu en Europe occidentale et aux Etats-Unis une longue phase de difficultés persistantes de la conjoncture économique pendant les années 1873-1896 environ. C'est alors qu'il a été obligé de se transformer en passant à son stade impérialiste, caractérisé par les formes monopolistes, le capital financier, l'exportation systématique de capitaux dans le monde entier, autant de formes de la dévalorisation structurelle du capital. On peut indiquer, pour expliquer de façon extrêmement simplifiée cette dévalorisation, que le capital exporté ne se met plus en valeur dans son pays d'origine, mais utilise notamment de nouvelles sources de force de travail exploitable ; que les capitaux productifs dominés par les capitaux monopolistes, ou les capitaux monétaires potentiels accaparés par le capital financier (qui allie la banque à l'industrie) ne se mettent en valeur qu'à un taux réduit, tout cela au profit du capital monopoliste.

La transformation du capitalisme en capitalisme monopoliste ou impérialisme n'avait pour but que le maintien et le développement de l'accumulation capitaliste. C'est pourquoi le système a fini par rencontrer de nouveau les limites de la production et de la réalisation du taux de profit nécessité par les capitaux colossaux accumulés. La « Belle époque » capitaliste de 1896-1914 a pris fin. Lui a succédé la longue phase de difficultés des années 1920 et surtout 1930. Après la crise de 1929, les anciennes

solutions du capitalisme monopoliste simple contribuent à empêcher la reprise durable, comme par exemple le freinage de la dévalorisation du capital par les pratiques monopolistes s'efforçant de maintenir les prix. Le chômage et les difficultés de toutes les catégories de travailleurs des villes et de la campagne atteignent un niveau sans précédent. Aussi les luttes de classes contraignent le capitalisme à une dernière transformation avec la modification, toujours à l'intérieur du stade impérialiste, ou monopoliste en général, en capitalisme monopoliste d'Etat.

Cette transformation structurelle correspond aussi à une dévalorisation permanente d'une partie du capital. On peut citer le cas typique du financement plus ou moins public de l'accumulation capitaliste privée. La partie financée par une aide publique du capital d'une entreprise constitue du capital dévalorisé ne réclamant pas de profit pour lui. Le capitaliste est déchargé d'autant dans son avance de fonds. Il rapportera tout le profit à son capital propre dont le taux de profit est relevé en conséquence (1). Le caractère dépassé et parasitaire du capitalisme devient éclatant, malgré la reprise de la tendance ascendante de la production. Le système du profit privé ne peut plus fonctionner sans la mise au pillage des ressources publiques, sous des formes différentes, dans tous les pays capitalistes. Les antagonismes capitalistes s'approfondissent. Avant de caractériser les traits principaux du capitalisme monopoliste d'Etat et l'approfondissement nouveau des contradictions capitalistes, il convient de mettre en garde sur la complexité et la portée effectives de la théorie de la suraccumulation - dévalorisation du capital, dont il n'a été donné jusqu'ici qu'un aperçu très indirect.

1. Toutes les interventions publiques tendent à améliorer les conditions de production et de réalisation du taux de profit capitaliste, plus particulièrement celui des groupes monopolistes.

On connaît les grandes lignes de la loi de la tendance à la baisse du taux de profit, résultant de la tendance à l'élévation de la composition organique du capital. Cette composition organique du capital est exprimée par le rapport entre capital constant (moyens matériels de production dont la valeur ne fait que maintenir en passant progressivement dans le produit marchand) et capital variable (force de travail salariée à l'origine de la plus-value). Dans la réalité concrète, la tendance essentielle en valeur s'exprime par un mouvement en zigzag, à cause du passage de la suraccumulation à la dévalorisation du capital.

Portée du débat théorique.

La théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital a été évoquée très brièvement à la Conférence de Choisy en 1966, à partir de l'analyse de la suraccumulation ébauchée dans le livre III du « Capital », en conclusion de l'étude sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (2). Nous avons indiqué en 1966 et encore en 1968 que le développement de la théorie en question permettait de dépasser les oppositions des conceptions unilatérales de type sous-consommationniste ou de type sur-consommationniste, privilégiant les conditions de la réalisation ou celle de la production de la plus-value, que l'on retrouve tout au long de l'évolution de la pensée économique.

Les difficultés que l'accumulation du capital rencontre à partir

d'un certain degré d'accumulation, au niveau des conditions de production, engendrent des réactions tendant à l'élévation de la productivité du travail et de la composition organique du capital. Il en résulte un antagonisme entre l'accroissement du produit en prix et les limites de la réalisation. D'où la suraccumulation de capital qui éclate au niveau phénoménal. Les solutions de la dévalorisation de capital par le moyen de la diminution de valeur du capital constant et de l'augmentation du taux de plus-value, intervenant à l'issue des cycles intermédiaires de la longue phase de tendance ascendante, rencontrent à leur tour leurs limites spécifiques. D'où la suraccumulation de longue période nécessitant une longue phase de tendance à la dévalorisation du capital avec, notamment, tendance à la baisse de la composition organique. Il en résulte des difficultés considérables et tendant à se reproduire facilement de la réalisation et de l'emploi. D'où la pression des luttes sociales sur les rapports économiques et, outre la conquête des modes de production antérieurs, la dévalorisation structurelle de capital mettant de plus en plus gravement en cause le système capitaliste lui-même.

Cette schématisation en quelques lignes du processus polycyclique multiforme d'ensemble est nécessairement très allusive et sujette à des erreurs d'interprétation. Nous prenons le risque de l'avancer cependant pour donner quelques idées de la dialectique de la théorie marxiste et de son développement récent, permettant de rendre compte par médiations successives de la réalité capitaliste totale, à l'opposé des caricatures de la théorie marxiste faites par ses adversaires directs ou révisionnistes. Nous prétendons que la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital, ébauchée seulement en tant que telle dans le livre III du « Capital » permet l'intégration systématique de tout l'apport du « Capital » de Marx pour rendre compte de la réalité capitaliste dans ses aspects phénoménaux comme son évolution historique tout entière. Elle permet de pousser plus avant les analyses inachevées des livres II et III du « Capital » et de fournir la solution des oppositions apparentes que certains penseurs avaient pu suggérer entre elles.

a théorie économique marxiste du capitalisme débouche, à notre avis sur la théorie de la suraccumulation-dévalorisation (1).

ous pensons aussi que les diverses théories académiques de la croissance, néo-keynésiennes et néo-classiques, ou les théories réclamant du marxisme concernant le capitalisme contemporain et repoussant comme « dépassée » l'analyse de Marx sur la tendance à la baisse du taux de profit font preuve, à la fois, d'une ignorance profonde des acquisitions de la théorie marxiste

1. Des problèmes centraux du socialisme seraient indirectement concernés par ce même développement.

et d'une inconscience du terrain véritable où se placent leurs propres tentatives.

Les révisionnistes gauchistes ou droitiers prétendent, sous l'influence de l'idéologie bourgeoise contemporaine, que plusieurs des acquisitions centrales de la théorie marxiste ne seraient plus valables au XX^e siècle. En réalité, tout en criant parfois au dogmatisme, ce sont eux qui comprennent de façon superficielle et dogmatique les découvertes de Marx sur la plus-value, le travail productif, l'évolution de la composition organique du capital, etc... Ils sont incapables de voir que ces théories permettent précisément de rendre compte des transformations contemporaines grâce à leur précision au-delà des simplismes scolaires, et leur développement hardi mais non leur rejet. Ils ne peuvent expliquer autrement que sous l'influence de l'idéologie bourgeoise les faits et les statistiques contemporains (1).

C'est leur propre vision simpliste et dogmatique du marxisme qu'ils rejettent en faveur des interprétations erronées (2) des théoriciens bourgeois qu'ils s'efforcent de transposer dans une théorie pseudo-marxiste. On voit que si le révisionnisme est ainsi, en tant que tel et quelles que soient les intentions, le porte-parole de l'idéologie bourgeoise dans le marxisme, il est intimement lié au dogmatisme qui abandonne en fait le champ des nouveaux phénomènes et de l'approfondissement théorique aux déformations de l'adversaire de classe.

Les « nouvelles » contradictions étant situées en dehors des contradictions fondamentales entre travail et capital, des rapports de propriété et d'exploitation capitalistes on aboutit à une analyse opportuniste. Qu'il s'agisse de la critique gauchiste de la « société de consommation », ou encore de la critique droitiste de la survivance du « pouvoir de répression » des capitalistes malgré leur prétendu rôle toujours plus mineur dans l'économie contemporaine.

LES TRAITS PRINCIPAUX DU C.M.E.

Un premier trait caractéristique du capitalisme monopoliste d'Etat (3) est constitué par le **financement de type public de l'accumulation et de la production privées**. Parmi les formes de ce financement, on peut distinguer : les subventions, les crédits à taux et conditions de faveur, les bonifications d'intérêt (prise en charge d'une partie de l'intérêt des prêts par l'Etat), les avantages fiscaux, les commandes d'Etat et les contrats publics à conditions avantageuses, les sociétés d'économie mixte (dont une partie du capital appartient au secteur public), les entre-

1. Un exemple crucial est celui de l'évolution du coefficient de capital par l'intermédiaire duquel les révisionnistes, à la suite des théories bourgeoises, rejettent la tendance à l'augmentation de la composition organique du capital. Sans entrer ici dans l'analyse des différences profondes entre les deux « relations », ni des phénomènes les plus nouveaux qui les affectent, ni dans la discussion des chiffres, on peut noter qu'il suffit d'étudier de près l'évolution historique des données du coefficient de capital pour s'apercevoir qu'il est affecté par le cycle long, contrairement à sa prétendue hausse régulière nouvelle du XX^e siècle.

Bien qu'ayant un fondement réel, mais unilatéral et déformé, dont la théorie marxiste permet de rendre compte.

Cf. « L'impérialisme contemporain (...) présente certains traits nouveaux. Son caractère monopoliste d'Etat s'accroît. Il utilise de plus en plus largement des leviers comme l'encouragement par l'Etat de la concentration monopoliste de production et des capitaux, la redistribution par l'Etat d'une partie toujours plus grande du revenu national, les commandes militaires aux monopoles, le financement gouvernemental de programmes de développement économique à l'échelle nationale, la politique d'intégration impérialiste, les nouvelles formes d'exportation du capital ». (Conférence internationale des Partis communistes et ouvriers de ...)

prises nationalisées ou publiques, etc... Dans tous les cas, il s'agit d'une dévalorisation du capital permettant de relever le taux de profit des capitaux privés, c'est-à-dire directement ou indirectement celui des capitaux monopolistes dominant l'économie.

Par exemple, les entreprises nationalisées interviennent par leurs tarifs très bas consentis aux gros utilisateurs industriels, par leurs commandes d'équipements régulières à des prix avantageux, par le fait que leurs investissements très lourds ne réclament pas la même rémunération que les capitaux privés, c'est-à-dire le même prélèvement sur la plus-value nationale. Mais cette forme très avancée a été imposée par le mouvement démocratique et ouvrier dans notre pays, pour permettre le progrès de la production contre le malthusianisme des monopoles, et détournée ensuite de ses objectifs. Elle suppose une expropriation. Aussi la bourgeoisie ne s'y engage que contrainte et forcée. Nous verrons comment elle tend à être mise en cause dans le cadre de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

Les domaines de ce financement concernent tout d'abord les secteurs qui pèsent très lourdement dans la répartition de la plus-value formant le taux de profit, en raison de l'importance de leur capital constant et fixe, comme les transports et les sources d'énergie. Mais ce financement se généralise ensuite à toute l'économie (1). Il concerne ainsi l'aide publique à l'implantation des nouvelles unités de production, à la restructuration et à la concentration monopoliste au bénéfice des trusts les plus puissants à l'échelle nationale, mais aussi dans le cadre « supranational ». Il concerne également les dépenses nécessitées par la recherche scientifique et son développement industriel. L'aide publique dans ce domaine s'est particulièrement développée aux Etats-Unis, surtout par l'intermédiaire de commandes d'armements.

Un deuxième trait caractéristique, interférant, en effet, avec le premier, concerne le **financement de type public ou collectif de certaines consommations et services**. Cette intervention, qui peut aussi se ramener à une dévalorisation de capital, vise à la fois les conditions générales de la production et ses débouchés. Elle se rapporte à deux types très différents de dépenses :

- les dépenses parasitaires et de domination, comme la plus grande partie des dépenses pour la police, les armements et l'armée ;
- les dépenses de développement des forces productives sociales, comme celles de la recherche, de l'éducation, de la santé, du salaire dit social (Sécurité Sociale, Allocations Familiales), du logement et l'urbanisme, etc.

1. En ce qui concerne l'agriculture, le financement de type public répond à des conditions particulières. Il se rattache néanmoins au cas général dans la mesure où la rigidité du capital fixe et le caractère des exploitations (exploitations familiales) expliquent la gravité particulière de la suraccumulation, liée au poids très lourd des monopoles industriels privés. L'Etat intervient pour des raisons de sécurité politique afin de tenter d'amortir et de régulariser la dévalorisation massive et chronique du petit capital de ce secteur dans le cadre de l'approvisionnement de l'industrie en main-d'œuvre chassée par les difficultés ou la ruine des exploitations. Mais il est de plus en plus débordé actuellement par le développement des antagonismes du capitalisme monopoliste d'Etat, comme nous le verrons.

Les dépenses du deuxième type sont aménagées autant que possible dans l'intérêt des monopoles capitalistes, mais elles résultent principalement de la pression des luttes populaires. Nous verrons plus loin comment l'Etat bourgeois s'efforce de les limiter, afin de réserver le maximum de fonds à l'accumulation du capital, et comment leur rationnement s'inscrit dans la crise actuelle du capitalisme monopoliste d'Etat.

Un troisième trait, en relation étroite avec les deux précédents, concerne les sources du financement de type public avec le **prélèvement sur les revenus et l'intervention dans les circuits financiers**. Le financement de type public utilise avec des modalités diverses : l'impôt, la parafiscalité, l'emprunt, l'intervention dans les circuits d'épargne et de crédit, l'inflation monétaire.

Ces formes de dévalorisation de capital prennent une importance tout à fait nouvelle. D'ailleurs, des institutions financières nouvelles apparaissent ou se développent en liaison avec le financement de type public (1). L'inflation chronique, comme ses accès cycliques, caractéristiques de la nouvelle longue phase ascendante des prix qui suit la deuxième guerre mondiale, sont désormais conditionnés par ces nouvelles modalités financières.

Un quatrième trait, qui résulte des trois premiers, concerne la **« programmation » publique et les « plans »**. L'intervention publique, désormais décisive dans le fonctionnement du capitalisme et concernant des décisions globales de portée durable, nécessite que ses diverses décisions soient beaucoup plus coordonnées que jadis. Elles doivent l'être selon un horizon de temps plus lointain, en s'appuyant sur des prévisions globales, en concertation avec les politiques des diverses entreprises monopolistes dont elles visent à favoriser les profits et la croissance. Si certains pays, comme les Etats-Unis, ne connaissent pas une procédure officielle de « planification » comme en France (où, de même que les nationalisations, elle est issue du programme du Conseil National de la Résistance), il existe néanmoins une « planification » ou « programmation » publique dans tous les pays du capitalisme monopoliste d'Etat. Elle est particulièrement bien outillée aux Etats-Unis, et les procédures officielles du plan tendent à se généraliser dans la plupart des autres pays.

Il ne s'agit pas d'une véritable planification dont les *conditions* de rationalité et de démocratie sont fournies, notamment, par la propriété collective des grands moyens de production et d'échange en pays socialiste, mais d'une vaste étude de marché globale dans laquelle s'insèrent la politique à moyen terme et les programmes prévus par les trusts et l'Etat capitalistes. Elle est essentiellement antidémocratique. Ainsi, en France, les quelques représentants des travailleurs dans les commissions n'ont pas

On peut citer pour la France l'activité des organismes dits « spécialisés » (Caisse des Dépôts, Crédit National, Crédit Foncier), le rôle des banques nationalisées, celui du Fonds de développement économique et social, etc.

de pouvoir réel et la « planification » résulte de la concertation entre les délégués des principaux groupes monopolistes et ceux de l'Etat bourgeois représentant les instruments collectifs et les intérêts généraux des grands capitalistes.

La « planification » capitaliste connaît actuellement de grandes difficultés de même que toute la politique économique capitaliste. L'anarchie de la production se marque tout particulièrement avec l'achoppement de cette planification du capitalisme monopoliste d'Etat sur les problèmes des prix et des revenus, de main-d'œuvre et de commerce extérieur. Elle tend à s'accroître dans la nouvelle atmosphère de la conjoncture.

Les derniers traits principaux du capitalisme monopoliste d'Etat se rapportent à l'économie mondiale. L'exportation de capitaux publics encadre désormais, de plus en plus, l'exportation de capitaux privés et de marchandises par du capital dévalorisé publiquement, permettant d'assurer et de relever les taux de profits. Ainsi, l'exportation des capitaux publics américains s'est, tout d'abord, dirigée (outre le Japon) vers l'Europe occidentale avec « l'aide Marshall ». Cette aide a fourni des débouchés très importants pour la production américaine, tout en contribuant au démarrage du financement de type public du capitalisme monopoliste d'Etat dans les pays développés, visant à sauver le système d'exploitation capitaliste. L'exportation des capitaux publics américains s'est dirigée, après 1950, surtout vers les pays sous-développés.

D'une façon générale, l'exportation de capitaux publics s'est instaurée en direction des pays sous-développés dans le cadre du *néo-colonialisme*. Ces capitaux peuvent supporter des charges et des risques inhérents aux dépenses nécessaires d'infrastructure. Mais surtout, ils permettent, avec l'aide plus ou moins « liée » et les fournitures d'armements, non seulement de soutenir les gouvernements dociles à la domination impérialiste, mais encore de favoriser des débouchés à crédit pour les produits souvent inutiles et nuisibles au développement des pays dominés (armements, produits de luxe, etc.). Les trusts qui ont investi surtout dans les mines et les plantations orientent l'économie en fonction de leurs intérêts cosmopolites.

A l'exploitation par les revenus des capitaux investis dans la production de produits surtout bruts, s'ajoute de plus en plus le pillage par la détérioration des termes de l'échange, en liaison avec l'endettement des pays sous-développés dans le cadre de l'aide publique. Tandis que cet endettement devient dangereux non seulement pour ces pays, mais pour tout le monde capitaliste, les pays développés tendent à limiter l'aide nouvelle, aggravant le danger.

En ce qui concerne les rapports entre pays développés eux-mêmes, le rôle économique décisif de l'Etat capitaliste explique la pression des trusts cosmopolites, la plupart à direction américaine, pour lever les obstacles étatiques à leur domination supranationale grâce à l'abaissement des frontières douanières et à une certaine coordination des politiques économiques dans le cadre de la phase longue d'essor.

Tout en correspondant, dans une certaine mesure, aux progrès de la socialisation des forces productives qui pousse à la coopération internationale, les diverses « intégrations » impérialistes, dont la principale, celle du Marché Commun, permettent aux oligarchies financières de collaborer pour mieux assurer leur domination intérieure contre les luttes populaires et ouvrières, de chercher un dérivatif antisocialiste au caractère collectif croissant des forces productives et des aspirations des peuples, tout en accentuant les contradictions antagoniques entre les divers pays et en aggravant les déséquilibres régionaux. L'exportation de capitaux privés entre pays développés eux-mêmes connaît une extension croissante, surtout à partir des U.S.A. qui utilisent telle ou telle avance technologique ou le rôle de monnaie de réserve du dollar pour conquérir des positions dominantes dans les branches en développement. Nous reviendrons dans notre deuxième partie sur l'aiguïsement des contradictions interimpérialistes dans le cadre de la crise du système monétaire capitaliste international.

La présentation sommaire de ces divers traits caractéristiques du capitalisme monopoliste d'Etat permet de montrer comment, loin de répondre à un prétendu « intérêt général » et de permettre le dépassement des antagonismes capitalistes, le capitalisme monopoliste d'Etat, malgré la démagogie de l'intérêt général et ses efforts d'intégration idéologique des travailleurs au système, aggrave le caractère exploiteur et parasitaire du capitalisme en mettant, de plus en plus, toutes les ressources publiques et nationales au service des profits privés, des intérêts des monopoles.

Les contradictions antagoniques capitalistes entre capital et travail, loin d'être réduites, sont généralisées et approfondies (1), tout en fournissant par leurs formes nouvelles, des conditions favorables à la lutte révolutionnaire animée par le prolétariat.

1. « Les contradictions nouvelles, loin de se substituer à l'antagonisme fondamental qui oppose le capital et le travail, découlent en fin de compte de celui-ci. Loin de l'estomper, elles en augmentent encore l'acuité » (Projet de thèses, pour le XIX^e Congrès du P.C.F.).

GENERALISATION ET APPROFONDISSEMENT DES ANTAGONISMES CAPITALISTES

L'exploitation capitaliste se généralise, tout d'abord, par le rôle désormais décisif de *l'Etat bourgeois comme exploitateur collectif* au bénéfice des monopoles privés par l'intermédiaire d'une fiscalité formidable et d'une inflation systématique. Les revenus de toutes les couches de travailleurs, y compris ceux des travailleurs non ouvriers, des producteurs indépendants et des petits entrepreneurs sont ainsi pillés. L'exploitation capitaliste du prolétariat reste toutefois au cœur de toute l'économie. L'inflation ou l'impôt ne font que la renforcer. Même quand le pouvoir d'achat reste constant, le progrès rapide de la productivité du travail entraîne une augmentation considérable de la plus-value.

Une autre généralisation de l'exploitation capitaliste résulte de la **salarisation de la grande majorité de la société** (1). La pression monopoliste et l'accumulation du capital, favorisées par l'Etat, conduisent à la prolétarianisation des petits producteurs des villes et surtout des campagnes. Tandis que l'accumulation capitaliste accroît le nombre des travailleurs, ouvriers ou non, salariés par le capital, la dévalorisation publique du capital conduit à la salarisation de toutes les activités situées hors de la sphère de la production matérielle (éducation, recherche, santé, administration).

La salarisation permet de réduire au minimum les dépenses concernant la force de travail dans toutes les formes de l'activité sociale autres que la production matérielle, qui croissent rapidement avec le progrès technique contemporain dans le cadre du C.M.E. Elle permet aussi de dégager des économies d'échelle pour les matériels utilisés et de plier entièrement au commandement du Capital et de son Etat toutes les catégories de travailleurs. Mais en même temps ces dépenses peuvent ainsi être traitées comme des « frais généraux » de la production capitaliste pour le profit, tandis que ces travailleurs sont de plus en plus privés des possibilités d'intervention sur les conditions de leur travail. La salarisation unit toujours davantage la masse des travailleurs. Elle tend à rapprocher les conditions de vie et de travail de l'écrasante majorité des salariés, privés de la propriété des moyens de production, de celles de la classe ouvrière. Les rémunérations sont de plus en plus interdépendantes par l'intermédiaire du marché du travail.

Les travailleurs situés hors de la production matérielle, qu'ils soient salariés par les capitalistes privés ou par l'Etat, conditionnent de plus en plus la production et la réalisation de la plus-value par leur activité. Mais leur travail n'est pas lui-même productif de valeur marchande et de plus-value. D'où, d'ailleurs,

1. Dans un pays si longtemps caractérisé par sa petite bourgeoisie rurale et urbaine comme la France, les salariés constituent actuellement plus de 75% de la population active.

les pressions nouvelles sur leur activité et son rationnement relativement aux besoins dans les conditions de la crise du C.M.E. Ils sont néanmoins exploités par le prélèvement de la fiscalité et de l'inflation sur leurs revenus contractuels, par l'extorsion d'un travail toujours plus intense conditionnant la production matérielle en valeur sur laquelle ils n'ont aucun droit. La précarité croissante de leurs conditions d'existence est liée aux mêmes causes que la précarité caractéristique des conditions de la classe ouvrière elle-même, y compris en ce qui concerne le chômage et le déclassement. Les efforts d'« intégration » au système des couches les plus qualifiées de travailleurs se heurtent aux réalités de leur exploitation et de l'incertitude de leur existence qui s'aggravent dans les conditions actuelles.

La classe ouvrière, productrice de la plus-value, non seulement conserve son rôle de classe révolutionnaire fondamentale, mais elle le renforce avec l'accroissement de ses couches qualifiées et par ses possibilités accrues d'alliance avec tous les salariés, les travailleurs intellectuels, ainsi qu'avec la petite bourgeoisie rurale et urbaine. Une partie grandissante de cette petite bourgeoisie est formée de quasi-salariés ne recevant que la rémunération de leur force de travail et menacée de prolétarisation.

La communauté d'intérêt et de lutte entre tous les travailleurs du monde grandit. Le néo-colonialisme, montrant les limites de l'indépendance politique et la collusion des bourgeoisies nationales avec l'impérialisme, ainsi que la prolétarisation des pays sous-développés, renforce les forces de la révolution socialiste (1).

Le socialisme, encouragé par les réalisations des pays socialistes, devient le programme de combat des peuples contre l'exploitation impérialiste. Le caractère parasitaire du capitalisme est poussé vers sa limite. Aux dépenses de luxe croissantes de l'oligarchie s'ajoute le **gaspillage** bien plus formidable **des dange-reuses dépenses d'armements**, formant désormais un élément constitutif, à des degrés divers, du fonctionnement du capitalisme. Ce détour, emprunté pour les besoins du profit et de l'accumulation capitalistes par le financement public de la production et de la recherche, se révèle de plus en plus coûteux et absurde. Le financement sur fonds plus ou moins publics de l'enrichissement privé s'accompagne aussi **de l'immense gâchis des accumulations monopolistiques** de double emploi à l'échelle d'entreprises gigantesques, ou des énormes dépenses de vente comme celle de la publicité moderne, ou encore des frais de la différenciation monopolistique des produits, comme celle des automobiles (2), pour ne pas encore parler de la spéculation sur l'or et les devises dans le cadre de la crise du système monétaire. Tous ces soi-disant « investissements » tendent à stériliser les produits du travail.

1. D'une façon générale l'alignement nouveau des antagonismes capitalistes, permet de mieux voir le lien des diverses luttes contre la domination du capital. Avec les luttes croissantes dans les pays développés, liées à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, l'opposition faite entre « pays riches » et « pays pauvres » montre mieux qu'elle masque non seulement l'existence de l'ennemi commun, le capital impérialiste, mais aussi le soutien réciproque des divers types d'oppression capitaliste et les efforts de domination impérialiste sur les pays développés eux-mêmes.

2. La stimulation des besoins par la publicité et la différenciation monopolistiques aggrave la pression qu'a toujours exercée le capital sur la force de travail, par l'intermédiaire de ses besoins mêmes, en vue d'imposer l'exploitation et d'élever son taux, tandis que par ailleurs des besoins vitaux peu ou pas rentables sur le marché sont sacrifiés.

L'antagonisme entre le profit et l'accumulation monopolistes et les intérêts nationaux des différents peuples connaît une aggravation considérable ; même si elle est restée en partie potentielle et masquée dans le cadre de la longue phase d'essor relativement aisée qui s'achève. Il s'agit des antagonismes entre la domination impérialiste et les pays sous-développés, marqués notamment par les guerres néo-colonialistes contre les populations civiles, des menaces sur la paix mondiale et la coexistence pacifique entre les deux systèmes sociaux avec la course aux armements nucléaires, des antagonismes entre pays impérialistes eux-mêmes. Les grandes firmes « supranationales », le plus souvent à direction américaine, utilisent les besoins croissants de coopération internationale dans le domaine de la production et de la recherche, des échanges et de la monnaie, ainsi que les faveurs des Etats bourgeois dans le cadre des diverses « intégrations » impérialistes, pour développer leur domination des pays capitalistes développés au détriment des intérêts de toutes les catégories de travailleurs, ouvriers, paysans, intellectuels, des intérêts nationaux. Mais c'est surtout dans le cadre de la crise récente du système monétaire et des balances des capitaux que les antagonismes entre les pays développés se manifestent au grand jour.

L'opposition entre le caractère de plus en plus social des forces productives et les rapports capitalistes privés, déterminant le but du profit et de l'accumulation, ne concerne plus seulement la mobilisation et la répartition des ressources productives. Le fait que les travailleurs sont frustrés des fruits principaux du progrès technique entre, de plus en plus, en contradiction avec le progrès technique lui-même. Non seulement les travailleurs doivent lutter pied à pied contre l'insuffisance de la satisfaction de leurs **besoins nouveaux** en matière d'éducation, de santé, d'installations collectives de toutes sortes, mais bien plus, le plein développement du progrès technique exige désormais, un développement sans précédent des hommes eux-mêmes, de leur qualification, de leur consommation privée et collective, de leur temps libre. Nous reviendrons plus loin sur ces exigences de la révolution technologique nouvelle et de la révolution scientifique qu'elle entraîne, en opposition avec les tendances au chômage et au déclassement, ainsi qu'à la surproduction, aux antagonismes commerciaux et monétaires, etc., provoquées par ses débuts dans le cadre capitaliste.

L'utilisation du pouvoir d'Etat bourgeois et son envahissement contraignant de la vie économique et sociale dans l'intérêt général des monopoles privés développe la contradiction antagonique entre cet accaparement du pouvoir concentré de toute la société échappant au contrôle des travailleurs et son immix-

tion antidémocratique, toujours plus étroite dans toutes les sphères de la vie humaine. Sur le plan strictement économique, la contradiction de l'utilisation des privilèges du secteur public au bénéfice du secteur capitaliste privé entraîne des distorsions entre les deux secteurs dont la gravité se révèle avec la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

Plus largement — du niveau des institutions politiques, jusqu'à celui des localités ou des entreprises, en passant par ceux des moyens d'information radiotélévisés ou des commissions qui préparent ses décisions —, l'Etat renforce le caractère autoritaire et arbitraire de la domination du capital monopoliste. Cette domination s'appuie toujours plus sur son intervention directe dans toutes les sphères de l'activité sociale. La prétendue « concertation » du pouvoir au-dessus des classes vise à faire admettre les justifications technocratiques de cette politique, masquant les intérêts économiques des groupes restreints et les rapports de propriété qui la dictent. En opposition se développent toujours plus les aspirations à la démocratie et au contrôle des travailleurs et des citoyens ainsi que leur nécessité dans tous les domaines (1).

D'une façon générale, l'élargissement, l'approfondissement et les formes nouvelles des antagonismes capitalistes, caractéristiques du C.M.E., déterminent les conditions de l'alliance de classe des ouvriers, des employés et des autres couches de travailleurs, intellectuels, paysans, artisans et petits commerçants. Ces caractères déterminent aussi les objectifs convergents des combats populaires et le fait que la lutte pour le socialisme dans notre pays passe par la bataille décisive pour la démocratie économique et politique, grâce à l'isolement du grand capital et à la nationalisation des principaux monopoles. Mais l'aiguinement présent des contradictions antagoniques de notre société, lié à la nouvelle suraccumulation de longue période, rend compte de façon sans doute plus précise des conditions des affrontements nouveaux entre les masses travailleuses et le capitalisme monopoliste d'Etat, dont la crise est désormais ouverte.

(A suivre.)

1. On peut noter, en particulier, la gravité nouvelle des effets de l'expansion anarchique et toujours plus envahissante de l'industrie capitaliste sur les conditions de vie et de travail. La mobilisation croissante de l'appareil d'Etat et des ressources publiques au service de cette « expansion » pour le profit entre en contradiction avec les nécessités et les responsabilités publiques grandissantes concernant la sauvegarde et le développement du potentiel physique et moral de la population. Au-delà des besoins du développement culturel des hommes, déjà évoqués en liaison avec les exigences du progrès technique, il s'agit des problèmes des « nuisances » industrielles, de l'usure des travailleurs, de l'urbanisme, du logement, des transports collectifs, de la sécurité routière, etc.